



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 14 janvier 2020

Situation sanitaire : dans l'éducation, toujours la politique de l'autruche

Le gouvernement a tenu ce jeudi 14 janvier une conférence de presse sur la situation sanitaire, dans un contexte de reprise de l'épidémie et d'apparition d'une nouvelle forme du virus. Comme jusqu'ici, les annonces ont concerné essentiellement la sphère privée, avec en particulier le couvre-feu imposé sur tout le territoire à partir de 18h. Dans l'éducation, l'impréparation et l'improvisation continuent de prévaloir.

Les annonces de ce soir sont mineures, et relèvent toujours de la même logique : promesses en l'air et renvoi aux décisions locales.

Le ministre annonce 300 000 tests par semaine pour les élèves et les personnels : rapporté aux 12 millions d'élèves et au million de personnels, 43 semaines seraient nécessaires. C'est beaucoup. D'autre part, au vu d'annonces similaires faites précédemment, on peut douter de la capacité du gouvernement à tenir ses engagements. Enfin, la politique d'isolement, de fermeture de classes et d'établissements ne change pas : elle procède toujours du renvoi aux échanges entre autorités académiques et de santé, ce qui ne permet pas un traitement rapide et systématique des situations. Il en va de même pour les restrictions concernant la demi-pension : des allongements des plages de demi-pensions pourront être mis en place pour éviter les brassages, dans le premier comme dans le second degré, en fonction des décisions prises localement.

La possibilité laissée aux lycées d'organiser les dédoublements est maintenue après le 20 janvier, et les collèges pourront en bénéficier à titre exceptionnel. Rappelons que la revendication des dédoublements a été largement portée par les personnels mobilisés à partir du 2 novembre, avec le soutien de SUD éducation. Cette revendication est toujours valable :

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fed@sudeducation.org

www.sudeducation.org



pour SUD, les dédoublements doivent pouvoir être mis en oeuvre aussi en collège lorsque les équipes en font la demande. Sur le plan pédagogique, le ministère n'apporte toujours aucune précision concernant l'organisation des programmes, alors même que SUD éducation a écrit à plusieurs reprises au Conseil supérieur des programmes. Aucune annonce nouvelle n'a été faite concernant les examens : SUD éducation revendique l'annulation des épreuves de spécialités et du grand Oral et le rétablissement d'épreuves terminales nationales dès cette session.

Le premier ministre n'exclut pas un reconfinement si la situation continue de se dégrader. Pour SUD éducation, il est essentiel de maintenir les écoles et établissements ouverts le plus longtemps possible. En cas de nouvelle fermeture, le ministre en porterait l'entière responsabilité : en effet, rien n'est fait à ce stade pour éviter de manière pérenne que les écoles et établissements ne deviennent des foyers de contamination. En particulier, rien n'a été mis en oeuvre sur le plan des postes ou des constructions de locaux pour permettre la baisse des effectifs présents simultanément dans les écoles ou établissements. C'est d'ailleurs ce que l'on constate à l'heure où les rectorats répartissent les moyens prévus pour la rentrée scolaire prochaine, qui sont très insuffisants et même en baisse dans le 2d degré. SUD éducation revendique depuis le printemps un plan d'urgence pour l'éducation et continue à l'affirmer : il est encore possible de recruter des personnels, par l'admission des listes complémentaires et des admissibles aux concours internes, par l'ouverture de concours supplémentaires, par la titularisation à temps plein des contractuel-le-s.

SUD éducation appelle les personnels à se mobiliser pour obtenir satisfaction sur les revendications, à commencer par la grève du 26 janvier.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

